



Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XV/2
Mars 2000

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Centre de Développement Sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)**

**Quinzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts
du CDSR pour l'Afrique du Nord**

Tanger (Maroc)
28-31 mars 2000

**Rapport au Comité intergouvernemental
d'experts sur
le suivi de la XIV ème réunion d'experts**

I. INTRODUCTION

Le Comité intergouvernemental d'experts du CSDR (CIE) s'est réuni à Tanger (Maroc) du 26 au 30 juin 1998, les recommandations qu'il a adoptées et le suivi de la part de la CEA sont élaborés dans la section qui suit.

II. RECOMMANDATIONS DE LA 14EME SESSION DU CIE ET SUIVI

A. ACTIVITES OPERATIONNELLES

1. *Recommande que le projet sur l'étude prospective à long terme soit retenu comme priorité pour la sous-région de l'Afrique du Nord et que soit initié dans les meilleurs délais, avec l'appui du Conseiller régional concerné de la CEA, un inventaire de l'expertise, des institutions nationales et internationales impliquées et des études réalisées, suivi d'un séminaire pour dégager les termes de référence du projet. Le PNUD est invité à s'associer et appuyer ce projet.*

Suivi

Après la 14ème réunion du Comité d'experts du CSDR en juin 1998, le Centre a contacté des bailleurs de fonds pour l'aider à organiser une réunion d'experts sur les études prospectives à long terme pour la sous-région de l'Afrique du Nord. Comme les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles à temps, le Centre, considérant la priorité accordée à ces études par votre Comité, a fait un appel spécial au Secrétaire exécutif de la CEA qui a consenti de mettre à la disposition du Centre le montant de 20 mille dollars pour réunir les experts de la sous-région. Ceci a permis d'organiser la réunion du 4 à 7 octobre 1999.

Les résultats de cette réunion, ainsi que les démarches qui l'ont suivies, vous seront présentés plus tard, comme inscrits à l'ordre du jour de ce Comité.

2. *Approuve les projets proposés et fait appel aux donateurs potentiels, en particulier la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour leur soutien.*

Suivi

Le Centre a proposé cinq projets à savoir :

- a) Gestion du commerce en Afrique;
- b) Etude prospective à long terme;
- c) Conservation des steppes en Afrique du Nord;
- d) Formation aux compétences de gouvernance;
- e) Irrigation.

Les résultats du suivi sur ces projets sont comme suit :

- a) La gestion du commerce en Afrique n'a bénéficié de soutien financier. Une partie du projet a été incorporée au séminaire sur la Gestion de la dette, l'investissement et le commerce;
- b) L'étude prospective à long terme est en cours d'élaboration, et une version révisée du projet, issue du séminaire sur les études prospectives à long terme, sera présentée à la 15^{ème} réunion du CIE;
- c) Le projet de document pour la conservation des nappes steppaires d'Afrique du Nord, a été présenté au Forum Maghrébin sur le Programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification, organisé à Alger (20-22/9) 1999, par le Secrétariat général de l'Union du maghreb arabe(UMA). Ce projet a été accepté et inclus dans le groupe B des projets du Programme d'Action Sous-Régional intitulé : Programme de développement intégré transfrontalier dans les écosystèmes arides maghrébines. Une réunion, pour le suivi du Programme est prévue le mois de Mars/Avril 2000 à Tripoli (Libye). Une révision des objectifs et du budget dudit Projet sera faite et présentée à cette réunion;
- d) La formation aux compétences de gouvernance a été financée par GTZ et les jeunes ont participé à la réunion de suivi du Sommet social tenue à Marrakech

- e) Le suivi du projet sur l'irrigation a été assuré tel qu'il a été mentionné à la recommandation 3 ci-après.

3. *Demande au Centre d'user de ses bons offices pour trouver le financement complémentaire pour la tenue du Séminaire sur l'irrigation en Egypte.*

Suivi

Pour la tenue du séminaire sur l'irrigation et la gestion de l'eau, le Centre a eu des contacts avec la Banque islamique de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), et la Communauté économique européenne (CEE). Vu les difficultés existantes pour assurer le financement complémentaire et l'intérêt des pays pour organiser ledit séminaire, les ressources ont été finalement octroyées par la CEA, à Addis Abéba. Il est important de souligner la qualité et l'appui technique, scientifique et logistique du Gouvernement égyptien pour la tenue du séminaire au Caire, du 9 au 12 octobre 1999.

B. ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD

1. *Recommande que l'étude comprenne une analyse sectorielle pertinente, en particulier, de l'agriculture et de la dette. L'étude devrait dépasser l'analyse des tendances et soumettre des propositions concrètes pour considération par les Etats membres.*

Suivi

Le suivi de cette recommandation a été assuré par le CDSR. Le Comité trouvera les résultats détaillés dans l'étude sur les Conditions économiques et sociales en Afrique du Nord (1998-1999) présenté sous le point 5 de l'ordre du jour.

2. *Les Etats membres devraient continuer à assister le CDSR dans l'organisation des missions de collecte de données, notamment pour l'obtention des autorisations des missions et la fourniture des informations requises.*

Suivi

En raison de contraintes financières, le CDSR n'a pas effectué de missions en 1999 en vue de l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord. Il est toutefois souhaitable que les Etats membres soient disposés à fournir leur soutien au CDSR conformément à la recommandation.

3. *Le CDSR devrait considérer la possibilité d'utiliser un correspondant/consultant national dans chacun des Etats membres, qui assisterait le Centre, sur une base continue, dans la collecte des informations requises.*

Suivi

Le CDSR déploie tous les efforts en vue de recrutement de consultants nationaux et à ce jour ceux-ci sont en fonction pour l'Egypte, la Mauritanie, le Maroc et le Soudan. Le recrutement de consultants nationaux pour l'Algérie, la Libye et la Tunisie est en cours.

C. QUESTIONS D'INTERET POUR LA COOPERATION ET L'INTEGRATION REGIONALES

1. Questions du Genre

Après avoir pris note du document portant sur le thème: « Genre en Afrique du Nord », le Comité a souligné l'importance de la maîtrise du concept « genre » et l'intégration des femmes au processus de développement économique et social dans la sous-région, et recommande:

- *que les questions de genre et femmes en développement soient intégrées dans le programme d'activité du CDSR.*
- *que des relations de partenariat soient établies entre le Centre africain pour la femme de la CEA (CAF) et les institutions nationales ou régionales concernées.*

Suivi

Les questions de genre et de promotion de la femme ne sont pas nouvelles au Centre de développement sous-régional de l'Afrique Nord. Toutefois des efforts louables ont été entrepris au niveau du CDSR pour renforcer les activités dans ces domaines. En effet, les questions de genre et femmes dans le développement font actuellement partie intégrante de ses activités et à cet égard, le Centre est aujourd'hui en mesure d'assumer activement sa mission de coordination, d'impulsion et de suivi au niveau des pays membres, pour la mise en œuvre des recommandations des Plateformes de Dakar et de Beijing et de la Conférence internationale sur la femme intitulée « Les femmes africaines et le développement économique : investir dans notre avenir » organisée par la CEA en mai 1998.

Cette volonté d'introduire les questions relatives au genre et à la promotion des femmes s'est traduite notamment par l'inclusion dans le programme de travail du Centre pour la période biennale 2000-2001 d'une série d'activités visant à assurer l'équité des hommes et des femmes et de consolider le pouvoir économique et social des femmes en Afrique du Nord.

C'est dans cette optique que le Centre envisage de préparer et de soumettre à la réunion du CIE en 2001, deux rapports, l'un portant sur les meilleures pratiques en matière de micro-crédit pour les femmes et les jeunes et l'autre, sur une identification et une analyse des méthodes et stratégies éprouvées en vue de réduire les disparités entre les sexes.

Le Centre a également initié un projet de concours du meilleur essai sur le thème « Femme et genre en Afrique Nord » dont la phase pilote est actuellement en cours de réalisation au Maroc. Ce projet, qui a une dimension sous-régionale, a comme objectif à long terme, de contribuer à une plus grande prise de conscience collective sur les questions de relations entre les genres et par conséquent, de créer un environnement favorable à une participation plus effective des femmes dans le développement durable.

S'agissant du partenariat avec le Centre africain pour la femme (CAF), le CDSR assure la liaison et la co-ordination entre le CAF et les pays membres pour la préparation et l'organisation des Conférences sur les Femmes, organisées par la CEA, aussi bien au niveau sous-régional que régional. Dans ce contexte, le Centre a été associé intégralement à la préparation et à la conduite de la réunion sous-régionale de suivi de la mise en œuvre des Plates formes d'action de Dakar et de Beijing pour l'Afrique du Nord, organisée à Rabat en Octobre 1998 par le CAF en collaboration avec le Gouvernement marocain et la Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue à Addis Abeba en novembre 1999.

2. Gestion de la Dette extérieure en Afrique du Nord

Recommande que l'étude de la CEA sur la dette en Afrique du Nord soit complétée et qu'un séminaire sur le sujet soit organisé en 1999 par le Centre avec l'assistance de la CNUCED, du PNUD, de la BID et d'autres Organisations internationales.

Suivi

Les études sur l'endettement ont été entreprises par la CEA et la Banque mondiale, et le séminaire s'est tenu à Tanger, Maroc, du 9 au 12 novembre 1999.

3. Sécurité alimentaire, population et environnement : vers un cadre sous-régional

- 1. Les Etats membres de l'Afrique du Nord devraient considérer la mise en œuvre d'une "approche Nexus" dans un contexte sous-régional pour aborder les problèmes de sécurité alimentaire, de population et d'environnement en vue d'un développement durable.*
- 2. Considérant la similitude des problèmes de régime foncier, l'échange d'expériences nationales devrait être encouragé.*
- 3. Le CDSR devrait fournir un appui logistique et renforcer son rôle de catalyseur en disséminant les meilleures pratiques dans les domaines de l'agriculture et dans l'utilisation optimale des ressources en eau.*
- 4. Les Etats membres doivent mieux valoriser les ressources halieutiques, en assurant la collecte, l'analyse et la diffusion des données statistiques de base, en réduisant le taux d'exploitation et en renforçant la coopération scientifique entre les pays de la sous-région.*
- 5. Le Comité exhorte les responsables politiques à accorder une attention particulière à la science et technologie, domaine trans-sectoriel, et de lui fournir les ressources nécessaires pour lui permettre de contribuer pleinement au développement durable. Les Etats membres devraient renforcer leur coopération dans le domaine de la recherche scientifique et technologique et son application, dans la sous-région, ainsi que celui de la formation de la main-d'œuvre dans les secteurs du Savoir, en vue d'une utilisation optimale des ressources limitées disponibles.*

Suivi

Pour faciliter la mise en œuvre d'une approche Nexus dans un contexte sous-régional, notamment pour aborder les problèmes de la sécurité alimentaire et de la conservation de l'environnement d'une façon intégrée, le Centre a participé dans un séminaire organisé par le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, tenu à Beirut, Liban (avril 1998). A cette occasion un document sur l'utilisation des produits forestiers outre que le bois pour l'alimentation en Afrique du Nord a été présenté. Il a mis en évidence le grand potentiel que ces produits représentent dans l'alimentation et dans l'emploi rural.

Considérant la recommandation visant la promotion d'expériences nationales sur les problèmes de régime foncier dans la sous-région, le Centre a décidé, compte tenu des difficultés budgétaires du biennium 1998-1999 et de l'intérêt des pays pour assurer une bonne gestion et utilisation des ressources en eau, de consacrer leurs efforts et leurs moyens limités à l'organisation du séminaire sur l'eau, plutôt que d'autres activités.

L'impact du séminaire n'était pas seulement sur la gestion de l'eau, mais également sur la sécurité alimentaire, parce que des documents et des discussions ont porté sur la micro-irrigation et la production agricole dans les zones arides de la sous-région. Finalement, l'adoption d'un Cadre d'action sous-régional pour la conservation de l'eau et pour l'irrigation a mis en évidence l'intérêt des pays participants, dans les domaines de l'agriculture, l'environnement et du développement durable.

Aucune mesure spéciale n'a été prise pour la valorisation des ressources halieutiques car cette recommandation est adressée aux pays de la sous-région.

Pour favoriser la diffusion de la science et la technologie, le Centre a participé à la septième réunion annuelle du groupe inter-agences sur l'eau en Afrique, (IGWA) tenue à Accra (Ghana) du 25 au 27 Février 2000. La contribution du Centre a consisté en la préparation et la présentation d'un document intitulé: Directives sur l'eau et la technologie en Afrique. En plus de l'analyse de quelques lois et programmes en vigueur en Afrique, le document a passé en revue des technologies testées pour augmenter l'offre en eau et pour une irrigation plus efficace dans le continent.